L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE, 6 SEPTEMBRE 1885.

M. LÉON BOLANDARD, chimiste français, ancien élève de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures de Paris, a fait et nous prie de publier une analyse de l'eau de la source de M. F. GONTHIER, à Covington, paroisse St.-Tammany, Louisiane :

Je certifie avoir analysé l'eau citée ci-dessus et avoir trouvé que les corps étrangers qui entrent dans sa composition sont les suivants:

1. Acide carbonique libre.
2. Bicarbonate de chaux.
3. Sulfate de chaux (traces).
4. Chlorure de sodium.
5. Protoxyde de fer.
6. Acide crénique.
7. Magnésie (faibles traces).

L'élément le plus important, en effet, parmi ces différents corps, est le chlorure de sodium : 263mgr. par gallon. (263 milligrammes).

L'oxyde ferreux est combiné à l'acide crénique, mais cette composition paraît assez instable, car une simple exposition de l'eau à l'air libre donne, au bout de peu de temps, un dépôt d'oxyde de fer.

Je crois, d'après la composition ci-dessus énoncée, que cette eau est recommandable à plusieurs points de vue différents :

1. L'acide carbonique, contenu à l'état libre, la rend digestive ;

2. Les 263 milligrammes de chlorure de sodium, contenus par gallon, en font un laxatif faible ;

3. L'acide crénique facilite les sécrétions urinaires.

M. Bolandard a travaillé, pendant dix mois, en qualité de sous-chimiste, au plus grand "Blast Furnaces" (hauts fourneaux) des Etats-Unis—ceux des MM. Carnegie Brothers & Co., à Braddock, Alleghany County, près Pittsburgh, Pennsylvanie. A son départ, la maison lui a donné ce certificat :

"27 août 1884.

"Par suite du mauvais état des affaires, et, conséquemment, de la diminution nécessaire du nombre des employés, nous avons, à notre grand regret, été forcés de nous dispenser des services de M. Léon Bolandard, attaché au "Blast Furnaces" comme sous-chimiste. Nous l'avons trouvé capable et digne de confiance."

M. Bolandard vient se fixer à la Nouvelle-Orléans. Il est recommandé par M. Joseph Albrecht, ci-devant chimiste à la Monnaie de notre ville. Sa demeure est au No. 125 de la rue de Chartres.

La force motrice à l'Exposition du travail, à Paris :

Rassurez-vous, nous ne voulons point parler des machines que l'on peut voir fonctionner au milieu d'un bruit assourdissant, à l'Exposition du travail. Mais la mise en mouvement de toutes ces machines à l'aide de deux moteurs seulement donne un caractère d'actualité à un intéressant travail publié récemment sur la force de toutes les machines existant actuellement dans l'univers. Cette force est évaluée à 46 millions de chevaux.

En admettant, d'une part, que le cheval-vapeur équivaut à trois chevaux vivants et que la force de chacun de ces chevaux équivaut elle-même à celle de six hommes robustes, on voit que les machines à vapeur font le travail de mille millions d'ouvriers.

Pour ce qui concerne plus particulièrement la France, on estime que les machines à vapeur font aujourd'hui le travail de plus de 70 millions d'individus.

De toutes les applications de la vapeur, la locomotive terrestre absorbe à elle seule les trois quarts de la force totale. Les chemins de fer emploient en France, tant en locomotives, machines fixes ou locomobiles, un total de 3,047,000 de ces diverses machines.

D'après des données aussi exactes que possible, l'ancien et le nouveau monde réunis, possèdent actuellement 110,000 locomotives, qui, réunies, ont entre elles une force de déploiement de 40 millions de chevaux-vapeur, équivalant à 95 millions de chevaux vivants et 635 millions d'hommes.

Quant à la force motrice employée à l'Exposition du travail au palais de l'Industrie, elle est actuellement d'environ 12,000 chevaux et sera portée à 22,000, lorsque toutes les machines auront été installées.

Nous avons déjà annoncé que, par ordre, la Monnaie de France avait suspendu la fabrication des monnaies d'argent. Cette mesure a été prise pour arrêter, dans la mesure du possible, le drainage que l'on faisait de l'argent français monnayé avec l'argent étranger. La mesure en question a été précédée d'un rapport dans lequel la direction de la Monnaie a dressé un état récapitulatif des espèces d'or et d'argent fabriquées en France, depuis 1795 jusqu'à ces dernières années.

La date de 1795 a été choisie comme point de départ de ce travail, parce que c'est à cette époque que l'on a commencé à fabriquer les monnaies suivant le système décimal.

Jusqu'en 1877, époque où, par décret, la fabrication des pièces de 5 francs fut suspendue, il avait été frappé pour 5 milliards, 510 millions de monnaie d'argent, compreuant : 5 milliards de pièces de 5 francs; 252 millions de pièces de 2 francs, 192 millions de pièces de 1 franc et 89 millions de pièces de 50 centimes ou de 20 centimes.

Depuis 1877, on a encore frappé pour 160 millions de pièces d'argent des différents modules connus et ayant cours légal. Cette immense quantité d'argent monnayé a tenté la cupidité des étrangers qui savent bien que nos pièces de ce métal ont sensiblement plus de valeur que celles de la plupart des autres pays.

Et en échange, mais non avec compensation, on a introduit en France des dernières années des charrettes de pièces d'argent. A la monnaie de Paris, on estime qu'il y a encore en circulation en France pour plus de dix millions de pièces d'argent étrangères n'ayant plus cours légal, puisque par divers décrets elles ont été retirées de la circulation, avec défense expresse aux comptables des deniers publics de les recevoir pour le compte de l'Etat.

Chan ne pouvait pas dormir quand il y avait des fleurs dans sa chambre.

Une nuit, agité, nerveux, ne pouvant pas fermer l'œil, il allume sa bougie et, apercevant un bouquet sur la cheminée, il se précipite dans la chambre de sa femme.

—Des fleurs chez moi, s'écrie-t-il ; tu as donc juré ma mort !

—Mais, affreux maniaque que tu es, répond-elle en partant d'un éclat de rire, ce sont des fleurs en papier !

Cham, un moment interloqué :

—Juge alors de ce que c'eût été, si elles avaient été naturelles !

Un accident est arrivé récemment, à Paris, au docteur Blondel, qui se trouvait aux courses de Deauville.

Le docteur était dans un panier avec deux dames. En tournant, la légère voiture a versé, et la jambe du docteur s'est trouvée prise. On est accouru à son secours, et heureusement on a pu constater que l'accident n'aurait pas de suites graves.

Si l'on en croit ce qui se dit à la préfecture de la Seine—dit la *Liberté* du 18 août—l'expulsion des maraudeurs et autres gens installés, depuis nombre d'années, dans la zone militaire, autour de Paris, pourrait bien n'être que le premier acte d'une transformation complète des abords des fortifications.

Tout le monde sait que ce que l'on appelle la zone militaire c'est l'espace qui existe sur une étendue de cinq cents mètres tout autour des fortifications. Ces terrains appartiennent à l'Etat qui, seul, peut en disposer avec le consentement de l'administration de la guerre. Ils sont absolument inaliénables et c'est par pure tolérance qu'un laisse certains industriels y dresser des cabarets, des baraquements ou autres installations provisoires.

Aujourd'hui, sans revenir, pour le moment, au projet de suppression immédiate des fortifications, il serait question de prendre un moyen terme qui consisterait, de distance en distance, de larges percées au travers du mur d'enceinte, de façon à utiliser les vastes emplacements restés inoccupés depuis une quarantaine d'années. Des pourparlers seraient à la veille d'être engagés dans ce sens entre l'Etat et la Ville.

Un groupe de conseillers municipaux proposerait alors de mettre à exécution à bref délai le projet déjà connu, consistant à transférer au grand air, sur l'emplacement même des fortifications et de la zone militaire, la plupart des hôpitaux actuellement resserrés au milieu de maisons, au centre de la ville.

Ces grands établissements transférés autour de Paris, devant être eux-mêmes clos par un mur d'enceinte qui partirait des fortifications, il resterait n'être rien changé au régime d'octroi aujourd'hui en vigueur.

Enfin, signalons pour mémoire un projet qui consisterait à annexer à Paris le bois de Vincennes, comme cela a déjà été fait pour le bois de Boulogne.

Le massage, sorte de friction produisant un certain pétrissement des tissus, peut produire des effets très utiles dans les cas d'entorses.

Le massage, en activant la circulation, peut également contribuer à dissoudre les engorgements de date récente.

Un mot inédit de Victor Hugo qui confirme l'aversion, on tout au moins l'extrême indifférence de l'illustre poet la musique.

On répétait au Théâtre-Français pendant le siège, le cinquième acte de Lucrèce Borgia, que les artistes de la Porte Saint-Martin devaient jouer à un bénéfice.

—Il est fâcheux, dit Hugo en interrompant, qu'on ait coupé la romance d'Orsini. La musique du chef d'orchestre n'était pas excellente, mais elle valait mieux encore que le Brindisi de Verdi.

—De Donizetti, objecta un assistant.

—Oh ! répondit Victor Hugo, je ne sais jamais si la musique qu'on a faite sur mes ouvrages est de Rossini ou de Rameau.

Décidément, disait Boireau, de philosophique mémoire, nous ne pourrons jamais nous accorder avec le ciel ; quand il est gris, c'est signe d'eau ; quand nous sommes gris, c'est signe de vin !

Un fumeur n'a pas sitôt terminé son repas qu'il s'empresse d'allumer son cigare, sa pipe ou sa cigarette.

Mauvaise habitude ! car le tabac paralyse légèrement les voies digestives et arrête la digestion.

Il est donc bon de mettre un peu d'intervalle entre le moment où l'on a terminé son repas et celui où l'on veut se livrer aux douceurs du tabac.

Athénée Louisianais

Les membres de cette société se sont réunis le mois dernier, principalement pour préparer le concours de 1885. Nous donnons ci-dessous les dispositions adoptées pour cette nouvelle lutte littéraire. Le choix des sujets nous paraît heureux ; il ouvre aux femmes et aux hommes un champ de recherches faciles, et des perspectives attrayantes pour l'imagination. Nous ne saurions trop engager notre population à entrer dans la voie qui l'appelle. Que nos jeunes gens des deux sexes se souviennent des belles et bonnes paroles qu'ils ont entendues à la conférence de l'Hon. Charles Gayarré sur la race latine en Louisiane ; qu'ils étimprent de ses nobles sentiments, et se guident sur les indications tracées par lui comme historien et comme romancier ; un brillant horizon les sollicite ; que chacun se mette en route pour en explorer la partie qui sourit le plus à sa vue ; il est sûr d'en rapporter quelque chose qui le récompensera de la peine qu'il aura prise.

Concours littéraire de 1885.

PROGRAMME.

Il y aura deux classes de concurrents, l'une comprenant les hommes, l'autre les femmes.

Chaque classe aura à traiter un sujet séparément.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur manuscrit de l'une et de l'autre classe, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

Le concours est ouvert à partir du 10 mai 1885, jusqu'au 15 février 1886 inclusivement.

Les manuscrits ne seront plus reçus après le 16 février ; ils seront écrits aussi lisiblement que possible, sur papier écolier régié, et seulement sur le *recto* et *les lignes* ; il ne devront pas dépasser 25 pages.

Chaque manuscrit sera remis sans nom d'auteur, mais portant une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée, dans laquelle l'auteur aura écrit son nom et son adresse.

Le comité nommé pour examiner les manuscrits, ouvre seulement les enveloppes des concurrents qui ont mérité les médailles, pour s'assurer qu'ils sont dans les conditions du concours.

Le comité pourra accorder des mentions honorables, s'il le juge convenable.

Les deux manuscrits couronnés seront publiés dans les Comptes-rendus de l'Athénée.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire et artistique.

Les noms des lauréats seront proclamés après la lecture des manuscrits qui auront obtenu les médailles, ainsi que les noms des concurrents à qui des mentions honorables auront été accordées.

Les candidats devront se soumettre strictement aux dispositions du programme.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître sa devise, s'exposera à être mis hors de concours.

Toute personne qui a obtenu la médaille, ne pourra plus concourir jusqu'à nouvel ordre.

Les sujets choisis sont les suivants, et devront être traités en prose.

Pour les femmes :

LA FEMME DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE, comme auteur, AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

Pour les hommes :

NOUVELLE LOUISIANAISE, HISTORIQUE OU DE FANTAISIE, AU CHOIX DU CONCURRENT.

Les manuscrits seront adressés au secrétaire.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.
P. O. Box 3246.

Union Catholique-Diocésaine au Sacré Cœur.

SOUSCRIPTION LIBRE.

L'association a pour objet de pourvoir aux besoins pressants du diocèse ; elle devra durer jusqu'à l'extinction de la dette du diocèse. Le don d'une piastre par an, confère le titre et les privilèges de membres de l'association.

Un comité de dames est formé avec la mission de recueillir les souscriptions et d'en assurer le fonctionnement dans toutes les paroisses du diocèse.

Les membres de l'association et les bienfaiteurs de l'Union, feront part aux prières, aux suffrages, aux messes et à toutes les œuvres méritoires du diocèse.

Leurs noms seront inscrits et mis dans un cœur placé audessus du Maître-Autel de la Cathédrale.

Le jour de la fête du Sacré-Cœur une messe sera célébrée à leur intention, et le premier vendredi de novembre une autre messe sera dite pour les âmes des membres défunts de l'association.

La réunion des dames du comité et des sociétaires dans chaque paroisse du diocèse aura lieu exprimer vendredi du mois au presbytère de la ite paloisse.

Le Révérend Père H. Mignot est le directeur de l'Union Catholique Diocésaine du Sacré-Cœur.

Les listes porteront notre signature et le sceau de ci-diocèse.

Comme cette œuvre est essentiellement diocésaine, les collecteurs et collectrices des paroisses ont mes circulaires de droit de collecter dans tout notre archidiocèse

FRANCIS X. LERAY,
Archevêque de la Nouvelle-Orléans.

Merchants' Mutual Insurance

COMPANY OF NEW ORLEANS.

No 104 Canal Street.

THIRTY-FIRST ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their charter, the company publish the following statement :

Premiums received during the year ending May 31, 1885, including unearned premiums of the previous year—

On fire risks	$239,018 08
On marine risks	13,891 98
On river risks	14,786 77
Total primiums	$266,626 83
Less unearned premiums	72,317 00
Net earned premiums 31st May 1885	$188,309 83

LOSS PAID.

On fire risks	$88,486 91
On marine risks	9,486 26
On river risks	7,979 44
Taxes and expenses,	
Salary, rebates and commissions	26,786 34
Reinsurances and return premiums	28,682 98
	$135,975 93
Profit	$52,333 90

The company has the following assets :

Real estate	$253,293 51
Bonds, mortgages and other securities	96,185 30
Notes secured by mortgage and pledge	124,446 06
Bills receivable	56,220 22
Premiums in course of collection	30,737 35
Stock of Vallette Dry Dock Company	11,362 50
Judgments	4,335 00
Cash on hand	39,822 13
	$616,410 07

The company has paid five per cent. interest to its stockholders for the year ending May 31, 1885.

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

F. FOURCHY, President.

G. W. HOYT, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, }
Parish of Orleans, City of New Orleans. }

Sworn to and subscribe before me the 9th day of June, 1885.

JAMES FAHEY, Notary Public.

DIRECTORS.

John B. Lallande,	D. Fatjo,
Paul Fourchy,	Jos. A. Shakspeare,
M. W. Smith,	U. Benedit,
Chas. Laffite,	Aldeu McLellan,
D. A. Chauffard,	B. W. Taylor.
Blain—	

L. S. L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE L,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle - Orléans, Lne.,

MARDI, 8 SEPT. 1885.

Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction du

GEN. G. T. BEAUREGARD,

DE LA LOUISIANE ET DU

GEN. JUBAL A. EARLY,

DE LA VIRGINIE.

GROS LOT

$75.000

1,967 Lots, montant en tout à

$265,500.

Le tirage commencera positivement

A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de	25,000,	25,000
1 Lot de	10,000,	10,000
2 Lots de	5,000,	10,000
5 Lots de	2,000,	10,000
10 Lots de	1,000,	10,000
20 Lots de	500,	10,000
100 Lots de	200,	20,000
200 Lots de	100,	20,000
500 Lots de	50,	25,000
1,000 Lots de	25,	25,000

PRIX D'APPROXIMATION :

9 Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités tenant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit		$6,750
9 Lots d'approximation de $500 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $25,000, soit		4,500
9 Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit		2,250
1,967 Lots se montant à		$265,500

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de tous les partis. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons ci-dessous notre fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

Billet entier, $5 ; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE

loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrivez ou envoyez, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être enregistrées par l'Express.

(Nous payons les frais d'express sur toutes les sommes de $5 ou plus.

Adressez à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

P. O.

Adressez vos lettres enregistrées et faites mandats sur la poste (money orders payables à

New Orleans National Bank,
New Orleans, Lne.

VENTES A L'ENCAN.

PAR HOEY & O'CONNOR.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Un demi filet de terre faisant face à l'Hôtel Windsor et à l'Avenue Henry Clay, et un filet de terre améliorés sur l'Avenue Peters.

Dans l'affaire de Gidière, Day et Co. vs. leurs créanciers.

No 13,506—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

PAR HOEY & O'CONNOR.—NICHOLAS J. HOEY, Encanteur.—Bureau, No. 17, rue Carondelet.—SAMEDI, 26 septembre 1885, à midi, à la Bourse d'Encan St. Charles, en vertu d'un ordre de l'Hon. H. L. Lazarus, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, en date du 19 août 1885, il sera vendu à l'encan les propriétés ci-dessous décrites ; à savoir :

1° Le demi filet de terre borné par les avenues St Charles et Henry Clay, rue Calhoun et Benjamin—mesurant 252 pieds de face à l'avenue Henry Clay et à la rue Calhoun, sur 232 pieds 10 pouces et 6 lignes de face à la rue Benjamin, subdivisée en 10 lots ; à un filet des terrains de l'Exposition.

2° L'filet entier borné par l'avenue Peters, les rues Octavia, Pitt et Prytanée, mesurant 201 pieds 1 pouce et 6 lignes de face à l'avenue Peters et à la rue Octavia et 270 pieds de face à chacune des rues Pitt et Prytanée, subdivisé en 17 lots.

Conditions, comptant—Les acquéreurs assumeront le paiement de toutes les taxes dues et exigibles en 1885, et feront un dépôt de dix pour cent au comptant du montant de la vente.

Acte de vente aux frais des acquéreurs pardevant H. B. Peirt, notaire.

23 août—23—Sept 5,12,19,26.

PAR HOEY & O'CONNOR.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Actions de la N. O. Gas Light Co.

A L'ENCAN.

Dans l'affaire des mineurs Geddes No 10,046 et dans la succession de Jacob Shepherd No 14,034.—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

PAR HOEY & O'CONNOR—Nicholas J. Hoey, Encanteur.—Bureau, No. 17, rue Carondelet.—MARDI, 10 septembre 1885, à midi, à la Bourse d'Encan St Charles, en vertu de deux ordres de l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, rendu dans les affaires ci-dessus il sera vendu à l'encan, les actions ci-après décrites, à savoir :

Deux cents (200) actions du fonds-capital de la New Orleans Gas Light Company seront vendus en lots au gré des acquéreurs.

Conditions—Comptant avant le transfert.

29 août—29,30—sept 5, à date

Exposition de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud.

BUREAU DU DIRECTEUR-GÉNÉRAL ; Nlle-Orléans, 1er août 1885.

Il sera reçu à ce bureau des soumissions cachetées jusqu'au 15 septembre 1885, à midi pour les concessions et privilèges ci-après désignés, à ordonner sur le terrain et dans les bâtiments de l'Exposition de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, au Parc Supérieur de la ville, ou la ville de la Nlle-Orléans, à partir du 10 novembre 1885 :

BIÈRE (LAGER).

Trois débits (stands) pour la vente de la bière lager seulement, sur le terrain de l'Exposition et à des endroits convenables.

BUVETTES.

Quatre buvettes pour la vente des liqueurs, lesquelles seront placées comme suit : Une dans le Main Building à droite de l'entrée principale ; une dans le Government Building, près de l'une des quatre entrées principales ; deux au dehors sur le terrain de l'Exposition, près du dépôt à passagers du tramway de l'avenue, ou près de l'endroit où sont maintenant situées les édifices du "Public Comfort".

CIGARES ET TABAC.

Cinq débits pour la vente de tabac et de cigares, sur le terrain de l'Exposition.

CIDRE.

Deux débits, sur le terrain de l'Exposition, pour la vente de cidre seulement ; deux dans le Main Building et au dans le Government Building.

LIMONADE.

Sept débits pour la vente de la limonade seulement.

CAFÉ, THÉ, CHOCOLAT ET SANDWICHES.

Quatre débits, sur le terrain de l'Exposition, pour la vente du café, du thé, du chocolat et des sandwiches.

SODA, MEAD, ET EAUX MINÉRALES.

Quatre débits de soda, mead et eaux minérales, dans le Main Building : trois dans le Government Building ; un dans le Horticultural Hall, et quatre au-dehors sur le terrain

SUCRE D'ORGE OU CANDY.

Quatre débits, sur le terrain de l'Exposition, pour la vente du sucre d'orge ou candy ; quatre dans le Main Building ; deux dans le Government Building.

BATEAUX A RAMES.

Deux privilèges pour bateaux à ramer sur les lacs du Parc.

RESTAURANTS.

Quatre restaurants placés comme suit :

Un dans la galerie du Main Building.

Un dans la galerie du Government Building.

Deux au-dehors, sur le terrain, à proximité du Main Building.

Il ne sera rien demandé de plus pour l'espace assigné aux restaurants dans le Main Building et le Government Building, mais les adjudicataires devront construire des cuisines détachées conformément à des devis soumis à l'approbation de l'architecte.

JOURNAUX ET REVUES.

Deux privilèges. Chacun des adjudicataires aura le droit d'ériger quatre pavillons (pas davantage) sur les points désignés ou approuvés par le Directeur Général.

POP CORN (MAIS GRILLÉ).

Deux privilèges, sur le terrain de l'Exposition.

PISTACHES

Deux privilèges sur le terrain.

CIRAGE.

Deux privilèges pour le cirage des bottes et chaussures, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

SALONS DE BARBE.

Deux privilèges, un dans le Government Building et un dans le Main Building.

HUITRES ET PALOURDES (CRUES).

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

FRUITS ET NOIX.

Quatre privilèges, au dehors des bâtiments, sur le terrain.

SOUVENIRS.

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

BOULANGERIE.

Un privilège sur le terrain.

CRÈMES GLACÉES ET PATISSERIES.

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

FAUTEUILS ROULANTS.

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

CANNES.

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

PARASOLS ET PARAPLUIES.

Deux privilèges, un dans le Main Building et un dans le Government Building.

CATALOGUE ET GUIDE.

Un privilège pour la publication et la vente.

Toute personne désirant faire des soumissions pour la concession de privilèges non énumérés ci dessus, est invitée à les adresser à la Direction qui se réserve le droit de les accepter ou de les rejeter.

RÈGLEMENTS.

Les règlements suivants au sujet de l'octroi de concessions, et de privilèges sont livrés à la publicité dans l'intérêt de qui de droit :

1. Tous les acquéreurs de concessions ou de privilèges sont soumis aux règlements généraux qui déjà existent et à ceux qui, subséquemment pourront exister.

2. Les acquérens de concessions et de privilèges n'ont droit qu'à l'espace qui leur est adjugé, et doivent, à leur frais, ériger les constructions nécessaires : estrades, grilles, cloisons, comptoirs, vitrines et toutes les installations.

3. Les acquéreurs de concessions et de privilèges ne seront pas autorisés à vendre leur marchandises ou à distribuer leur cartes-réclames hors des emplacements qui leur auront assignés. Le colportage ne sera pas toléré dans les palais et sur les terrains de l'Exposition.

4. La location des concessions et des privilèges se fera par le Chef des Installations, avec l'approbation du Directeur-Général.

5. Le jeu, sous aucune forme, et dans aucune circonstance, ne sera permis aux cessionnaires de privilèges. La violation de ce règlement entraînera la confiscation des droits.

6. Les exposants ayant des machines fonctionnant pourront se procurer des permis les autorisant à remplir les palais même de l'Exposition, les produits de leur fabrication, permis qui leur seront donnés en vertu des règlements généraux et de tels règlements spéciaux qu'il serait jugé nécessaire d'adopter plus tard.

7. Il sera bien entendu dans les contrats passés avec les concessionaires de privilèges et les permis autorisant la vente des articles manufacturés, qu'en tout temps, le droit sera acquis au Directeur-Général ou à tout officier exécutif de l'Exposition de pénétrer dans les enceintes réservées aux exposants à dessein de s'assurer si les règlements sont rigoureusement mis en vigueur, s'il ne s'y commet pas d'infractions.

8. Des soumissions cachetées seront sollicitées toutes les fois que la Direction du sera jugé nécessaire pour l'obtention des concessions ou des privilèges ; et toutes les soumissions agréées devront être déposées au bureau sorti au moins dix jours après l'adjudication. Le paiement s'en fera ainsi : 10 pour cent comptant ou en un chèque certifié accompagnant chaque soumission ; 15 pour cent au moment où se signeront les clauses du contrat, et 25 pour cent additionnels tous les trente jours suivants jusqu'à parfait paiement.

9. Lorsqu'il y aura plus d'un privilège offert, le plus haut enchérisseur aura la premier choix des diverses locations, et chaque soumissionnaire fera choix de son emplacement dans l'ordre de son offre, jusqu'à ce que disposition ait été faite de tous les emplacements.

10. Tous les acquéreurs de concessions ou de privilèges auront, s'ils y sont requis, à passer contrat avec le Directeur de l'Exposition, dédiant "North, Central and South American Exposition," avec des sécurités qui seront acceptables à la Direction, pour la fidèle exécution de leurs engagements.

11. La Direction aura la faculté de révoquer ses concessions ou privilèges dans tout cas où ses règlements auront été enfreints.

12. La Direction se réserve le privilège de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions qui lui seront adressées.

S. H. BUCK, Directeur-Général.

Approuvé :
E. B. MCCONNICO, Président.
Août—1m J D Mar

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Joseph Lagarde et de sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 14,451—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par George Lagarde, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
Greffier.

6sept—6,10,15

Succession de Mme Kate Flynn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 15,163—Division A.—Attendu que Edward Flynn a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme Kate Flynn, décédée. Intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons, s'il en existe, pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
Greffier.

6 sept—6,10,15

Succession de George Jacob Wiegel et de sa femme décédée, Elizabeth Wiegel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 10,646—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par John Stevenson et en femme, Elizabeth Wiegel, administrateurs conjoints de cette succession, ne serait pas approuvé et ne homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,

W. J. MCGEEHAN,
Greffier.

2 sept—2,5,11

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Thomas McHugh vs. Charles Seah.

PREMIÈRE COUR DE CITÉ de la Nlle-Orléans, No 8,931.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. T. R. Rozier, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, à mon entrepôt, No 152 rue Lafayette, entre St-Charles et Carondelet, le MARDI, 8 septembre 1885, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enlissé en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus numérotée et intitulée.

Conditions : comptant sur les lieux.

P. A. LOOBY,
Constable 1ère Cour de Cité de la Nlle-Orléans.
26 août—26—1,8sept

C. A. Miltenberger vs Chas. Gaulen.

PREMIÈRE COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans—No 8756—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. T. R. Rozier, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, à mon bureau, No 152 rue Lafayette, entre St-Charles et Carondelet de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un wagon à quatre roues, un mulet, un jeu de harnais, une petite charrette à deux roues, trois arpents de terrain, situés dans l'Faubourg Delassis. Ensemble ou partie. Et en vertu d'un autre writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. T. R. Rozier, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan, à mon bureau, No 152 rue Lafayette, entre St-Charles et Carondelet de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enlissé en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus numérotée et intitulée.

Conditions—comptant sur les lieux.

P. A. LOOBY,
Constable 1ère Cour de Cité de la Nlle-Orléans.
29 août—29—sept 4.9

ETAT DE LA LOUISIANE.
Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

Joseph Dunbar	vs.	No. 14,959.
Ses créanciers.		Division D.

ORDRE DE COUR—Qu'une réunion des créanciers de Joseph Dunbar soit convoquée pardevant N. B. Trist, Esq notaire en cette ville le SAMEDI 12e jour de sept. 1885, à 11 heures a. m., dans le but de voter et de prendre une détermination sur les termes et conditions sur lesquelles les dites propriétés livrées par la dite débitrice seront vendus.

Nouvelle-Orléans, 29 août 1885.

(Signé) N. H. BIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
Nlle Orléans, 29 août 1885.
JAS. D. RANKIN, Deputé Greffier.

30 sept—

ETAT DE LA LOUISIANE.
Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.

W. Harry Seymour	vs.	No. 15.127
Ses Créanciers		Division B.

ORDRE DE COUR—La Cour ayant pris en considération la pétition soumise en cette affaire et les pièces y sont annexées ainsi que les affidavits qui les accompagnent : la Cour d'une autre part, ayant la conviction que le petitionnaire demandeur W. Harry Seymour a rempli toutes les formalités requises par la loi, la cession de tous les biens du dit W. Harry Seymour, insolvable, est par le présent acceptée au profit de ses créanciers. Une assemblée de ses créanciers aura lieu le 30 septembre 1885, devant Geo. W. Christy, notaire, à 11 heures du matin, pour choisir un syndic. Il est de plus ordonné, dans cette partie, que toute poursuite sonne et les biens du dit débiteur insolvable W. Harry Seymour soient suspendues. La dite assemblée de créanciers est autorisée à fixer les conditions de la vente des biens, droits, créances et droits d'action du débiteur. Il est de plus ordonné que Thomas Duffy soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 août 1885.

P. A. MONROE,
Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans. Division "B" siégeant à la place de l'Hon. W. T. Houston juge de la dite Cour Division B, maintenue.

Pour copie conforme,
JAS D. RANKIN, Deputé Greffier.
28 août—28—9 1—26,30 sept

BROWN'S IRON BITTERS WILL Cure

Headache
Indigestion
Biliousness
Dyspepsia
Nervous Prostration
Malaria
Chills & Fevers
Tired Feeling
General Debility
Pain in the Back and Sides
Impure Blood
Constipation
Female Infirmities
Rheumatism
Neuralgia
Kidney & Liver Troubles

For Sale by All Druggists.

The Genuine has Trade Mark

QUALITY PURITY QUANTITY TRADE MARK

And crossed Red Lines on Wrapper.

TAKE NO OTHER

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Paul M. Godchaux vs. John Zacca.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 15,084.—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 6 octobre 1885, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droite, voies et privilèges qui y appartiennent, situé d